

b) Qu'on fournisse aux PME canadiennes qui ont besoin de services qui ne sont pas normalement fournis par le gouvernement, une liste des fournisseurs du secteur privé, avec la description des services qu'ils fournissent. Pour faciliter l'accès à cette liste, le MAECI devrait recourir aux voies existantes de communication et de diffusion de l'information;

Tel que mentionné précédemment, il est fait référence à d'autres fournisseurs publics et privés sur plusieurs des réseaux en ligne, dont STRATEGIS, Contact! The Canadian Management Network et le Réseau canadien de technologie. Il n'est pas toujours possible de faire référence à des sources internationales pour ce qui concerne les fournisseurs du secteur privé, mais des efforts sont faits pour développer ces listes de sources sur les réseaux.

Les délégués commerciaux répondent individuellement aux demandes d'informations commerciales et de renseignements sur les marchés présentées par chaque société. La société canadienne qui demande des services fournis par d'autres sources, et donc non offerts par le gouvernement, est orientée vers ces autres sources. Il s'agit souvent d'avocats, de comptables et d'agences de crédit. Comme ces sources, tant privées que publiques, peuvent varier selon le marché et qu'elles évoluent constamment, il n'est pas pratique de tenir une liste centrale des autres fournisseurs de services.

c) Le gouvernement devrait, sur demande et à partir de critères préétablis, mettre des fonds à la disposition des PME pour les aider à obtenir des informations concernant le financement, le développement des marchés et les services de renseignements commerciaux, lorsqu'il leur faut payer pour les obtenir du secteur privé. (page 45)

Le gouvernement consacre déjà des ressources considérables à la fourniture d'IC/RM aux PME. Ces prestations englobent notamment les réponses individuelles des délégués commerciaux aux demandes de chaque société; les rapports d'information commerciale intéressant plusieurs firmes ou un sous-secteur donné, selon les priorités identifiées par les Équipes sectorielles nationales; ou la communication, par les délégués commerciaux, de renseignements sur les marchés à des exportateurs canadiens qui peuvent en tirer profit. Le gouvernement a établi le Centre des occasions d'affaires internationales et le Centre des études de marché. Il a aussi donné accès, surtout en ligne, à ces centres et aux autres services d'IC/RM précédemment mentionnés.

Le gouvernement croit que l'information obtenue avec des fonds publics, que ce soit de sources privées canadiennes ou étrangères, devrait être mise à la disposition de toutes les sociétés canadiennes et que les décisions sur la nature de l'information à obtenir devraient être prises par les Équipes sectorielles nationales. Les programmes actuels du gouvernement, comme le PDME, fournissent des incitations financières pour permettre aux petites entreprises de vérifier des renseignements sur les marchés et de développer davantage leurs marchés en visitant des marchés cibles sélectionnés.

14. Le Comité recommande que le gouvernement cherche à profiter pleinement des avantages linguistiques, multiculturels et géographiques du Canada, c'est-à-dire qu'il fasse en sorte que :

a) les gens d'affaires canadiens apprennent à tirer pleinement parti, sur les marchés internationaux, du fait que les deux langues officielles du Canada sont parmi les grandes langues du commerce international;

Le gouvernement endosse pleinement la recommandation du Comité.

b) les PME à la recherche de marchés internationaux tirent pleinement parti des liens linguistiques et culturels que les membres des communautés ethnoculturelles du Canada entretiennent avec leur pays d'origine, car ces liens avec des pays aux quatre coins de la planète représentent pour les entreprises canadiennes une importante valeur d'exportation, souvent mal exploitée, qui pourrait contribuer de façon appréciable à la création d'emplois au Canada;

c) pour bien mettre à profit l'« avantage multiculturel » du Canada, les PME connaissent l'expertise commerciale des diverses associations de gens d'affaires et des associations